

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 27/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 Cormenon

Références : 2023-0865 – VAT20230434
Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 06/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets aqueux
- la surveillance des eaux souterraines
- la sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Astreinte	Poursuite de l'astreinte et Liquidation partielle d'astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Respect du programme d'autosurveillance des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	/	Sans objet
7	Fréquence et paramètres suivis dans les eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	/	Sans objet
8	Rapport de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	/	Sans objet
10	Protection des forages et prizomètres	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	/	Sans objet
11	Gestion des pollutions – secteur sud	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	/	Sans objet
13	Exemption par réduction antérieure du prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3-2°	/	Sans objet
14	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 3.3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 26/12/2016, article 3.1.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Secheresse	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.4	Susceptible de suites	Sans objet
5	Respect du débit des rejets à la Grenne	Arrêté Préfectoral du 05/10/2005, article 3.1.6.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
9	Accessibilité des ouvrages de surveillances	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	/	Sans objet
12	Volume annuel prélevé	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 13/04/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1b de l'AP du 3 octobre 2005 modifié)</p>
Constats : Les VLE des rejets aqueux en concentration ne sont pas respectées, notamment pour les paramètres suivants : phosphore, nitrites, fer et nickel.
Observations : Mise en conformité demandée par AP de Mise en Demeure du 01/10/2018 (article 1) avec un délai accordé de 8 mois à compter de la notification de l'APMED. Le non-respect de cette prescription fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 25/05/2022. Constats réalisés lors de la visite du 25/07/2023 sur la base des éléments mis à la disposition de l'inspection suivants : <ul style="list-style-type: none">- Autosurveillance externe : Rapport SGS d'avril et de juin 2023- Autosurveillance interne : Rapport SYPAC d'analyse hebdomadaire 2023 Semaines 5 à 25 et tableau de suivi d'autosurveillance interne journalière. Les VLE en concentration ne sont pas respectées quotidiennement depuis le 24/01/2023 (date de la dernière visite d'inspection sur le même sujet) sur un ou plusieurs paramètres : <ul style="list-style-type: none">- Fer : 72 jours de dépassements de VLE à 0.1 mg/L, avec un maximum à 0.342 mg/L- Nickel : 40 jours de dépassements de VLE à 0.2 mg/L, avec un maximum à 0.770 mg/L- Phosphore total : 23 jours de dépassements de VLE à 2 mg/L, avec un maximum à 5.15 mg/L- Nitrites : 28 jours de dépassements de VLE 1mg N/L, avec un maximum à 54.90 mg N/L
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte à poursuivre et liquidation partielle
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Respect du programme d'autosurveillance des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : cf tableaux de l'AP 22/12/2016 modifiant ceux de l'AP du 03/10/2005
Constats : L'exploitant doit compléter le dossier de cessation d'activité de la filière Cadmium en application de l'article R.512-39-1 par des éléments descriptifs sur la mise en sécurité du site suite à l'arrêt de cette activité.
Observations : Constat de la visite du 24/01/2023 : L'exploitant doit compléter le dossier de cessation d'activité de la filière Cadmium en application de l'article R.512-39-1 par des éléments descriptifs sur la mise en sécurité du site suite à l'arrêt de cette activité. Lors de la précédente visite, il avait été précisé à l'exploitant que même s'il n'est pas en mesure de justifier de l'élimination des déchets liée à l'arrêt de la filière Cadmium, il doit néanmoins transmettre des éléments descriptifs sur la mise en sécurité du site suite à l'arrêt de cette activité. L'exploitant n'a pas apporté de réponse sur ce constat suite à la visite du 24/01/2023, le constat est donc reconduit.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2016, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le relevé des volumes est quotidien et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : cf tableau AP
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les éléments justifiant de l'installation, fin juin 2023, d'un émetteur de pulsion sur le compteur d'eau, sur le réseau AEP, qui permet d'avoir un relevé automatique quotidien des consommations sur le réseau de distribution AEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions en cas de crise hydrologique sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>En période de crise hydrologique (sécheresse), l'exploitant prendra toutes dispositions afin de mettre en place :</p> <ul style="list-style-type: none">• des actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;• des limitations voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : La zone d'alerte sécheresse (bassin versant de la Braye) dans laquelle se situe l'établissement a franchi son niveau de d'alerte renforcée depuis le 20/07/23. L'exploitant a indiqué que sur le long terme, il travaille sur la réduction des consommations d'eau au quotidien, et qu'il utilise déjà le strict nécessaire d'eau pour le fonctionnement des installations et qu'il n'a pas de marge de manœuvre pour réduire davantage, hormis l'arrêt des installations. L'exploitant indique qu'il ne réalise pas de gros nettoyage des installations sur la période estivale. L'établissement ferme 15 jours en août. L'établissement dispose d'un bassin tampon pour le rejet, d'une contenance de 600 m3, qui peut être utilisé en cas de besoin pour tamponner le rejet, mais avec une autonomie de 2 jours d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect du débit des rejets à la Grenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Pour les paramètres qui sont repris dans le tableau figurant ci-dessous, l'exploitant devra être en mesure d'adapter le débit de rejet des effluents aqueux issus du rejet 4 en fonction du débit réel de la Grenne. L'exploitant devra donc disposer quotidiennement du débit de la Grenne qu'il aura obtenu des services en charge de la station hydrométrique amont la plus proche du site de la société DEC ou mesuré au droit du site par des méthodes normalisées en vigueur.</p> <p>Volume maximal sur 24 heures : 350 m3/jour (dans le cas où le débit de la Grenne est inférieur à 14 000 m3/j) ; volume journalier sur un mois : 300 m3/jour ; volume maximal horaire : 21 m3/j Quand le débit de la Grenne est inférieur à 14 000 m3/j, le débit maximum autorisé pour les rejets DEC est de 250 m3/j</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant indique que depuis la dernière visite il ne réalise plus de mesure de débit de la Grenne et qu'il limite le débit de rejet dans le cours d'eau à 250 m3/j. Au regard du tableau de suivi quotidien des rejets, depuis le 01/01/2023, le débit maximum de rejet a été de 234 m3/j. L'exploitant indique que sur le long terme il souhaite maintenir cette organisation pour s'affranchir des mesures de débit dans le cours d'eau et donc limiter son débit de rejet à 250 m3/j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de surveillance des eaux souterraines est constitué a minima de 6 piézomètres existants et de deux forages repérés en annexe I du présent arrêté, dénommés ouvrages de surveillance des eaux souterraines et répartis de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 piézomètres à minima, utilisés lors des campagnes de surveillance et permettant d'assurer une surveillance de la nappe du Cénomanien – Albien en relation hydraulique avec la nappe des alluvions de la Braye et de ses affluents. Ces piézomètres sont dénommés « Pz n°1 », « Pz n°2 », « Pz n°3 », « Pz n°4 », « Pz n°5 » et « Pz n°6 » ; • 2 forages, dont un seul est utilisé lors des campagnes de surveillance, captant la nappe du Cénomanien. Ces forages sont dénommés « F1 » et « F2 » ; <p>[...]</p> <p>Les piézomètres sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés. Ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface ; ils sont régulièrement entretenus.</p>
<p>Constats : La surveillance des eaux souterraines n'est pas réalisée sur l'ensemble des ouvrages prévu par l'arrêté préfectoral, pour ce qui concerne notamment les forages.</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de comblement du piézomètre Pz1.</p>
<p>Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de surveillance des eaux souterraines réalisés par SGS, en date du 5 avril 2022, 4 octobre 2022 et 4 avril 2023.</p> <p>Dans ces rapports figure la surveillance des 6 piézomètres. Il est à noter que le piézomètre Pz1 a été abîmé pendant les travaux de la nouvelle station de traitement et a été remplacé par un piézomètre Pz1bis.</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de comblement du piézomètre Pz1.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une analyse de l'eau du forage, a priori F1, en date du 01/02/2023, réalisée par SGS. L'exploitant n'a pas présenté d'analyse des eaux du forage F2.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Fréquence et paramètres suivi dans les eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et paramètres de suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance des eaux souterraines mis en place. Le sens d'écoulement de la nappe est établi, à chaque campagne d'analyses, au regard des relevés piézométriques réalisés sur chaque ouvrage de surveillance des eaux souterraines. [...] Les paramètres surveillés sont : Cf tableau APC</p>
<p>Constats : Les analyses de surveillance des eaux souterraines ne portent pas sur la totalité des paramètres prévus par l'arrêté préfectoral (les paramètres cuivre, chrome trivalent, chrome total et oxygène dissous ne sont pas analysés dans les eaux des piézomètres).</p>
<p>Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de surveillance des eaux souterraines réalisés par SGS, en date du 5 avril 2022, 4 octobre 2022 et 4 avril 2023. La fréquence de surveillance semestrielle est respectée. Les paramètres cuivre, chrome trivalent, chrome total et oxygène dissous ne figurent pas dans les rapports d'analyse de surveillance des piézomètres.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rapport de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport contenant les résultats d'analyses est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception. La comparaison des valeurs mesurées est effectuée et Les anomalies constatées sont mises en évidence et font l'objet d'un commentaire par l'exploitant. Le rapport doit présenter le modèle de fonctionnement du site en soulignant les points clés qui doivent être vérifiés par la surveillance. Le rapport doit présenter le dispositif de surveillance (réseau de piézomètre et de forage, cibles à protéger, le ou les sens d'écoulement de la nappe,...), notamment une carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe souterraine, établies à partir des relevés des niveaux piézométriques côtés NGF des ouvrages de surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Pour chaque ouvrage de surveillance des eaux souterraines, l'évolution temporelle des résultats d'analyse est présentée sous forme de graphiques.</p> <p>[...]</p> <p>La société AALBERTS (ex DEC) est tenue de présenter un bilan quadriennal des résultats de ce programme de surveillance accompagné de tout commentaire utile à leur compréhension et indiquant les évolutions constatées.</p>
<p>Constats : Les rapports ne font pas figurer de carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe et ils ne présentent pas l'évolution temporelle des résultats d'analyse sous forme graphique pour chaque ouvrage de surveillance.</p> <p>L'exploitant transmettra le dernier rapport quadriennal.</p>
<p>Observations : L'exploitant a transmis les rapports de surveillance des eaux souterraines du 04/04/2023 réalisé par SGS (rapports antérieurs des 04/10/2022 et 05/04/2022 réalisés par SGS). Les rapports ne font pas figurer de carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe et ils ne présentent pas l'évolution temporelle des résultats d'analyse sous forme graphique pour chaque ouvrage de surveillance.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier bilan quadriennal. Il le transmettra à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Accessibilité des ouvrages de surveillances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité des ouvrages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions pour permettre l'accès aux piézomètres aux personnes chargées des prélèvements et aux agents de l'État.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Tous les piézomètre Pz1bis à Pz6 ainsi que les forages F1 et F2 sont accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Protection des forages et piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les piézomètres sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés. Ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface ; ils sont régulièrement entretenus.</p>
Constats : Tous les piézomètres ne sont pas protégés de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines.
Observations : Lors de la visite du site et des ouvrages de surveillance des eaux souterraines, il a été constaté que seul le piézomètre Pz4 est fermé et protégé avec un cadenas. Les autres ouvrages sont bien fermés, mais pas protégés par cadenas.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des pollutions – secteur sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de l'état des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de son site et sur les milieux, la société AALBERTS (ex DEC) réalise un diagnostic environnemental et un état des lieux du site et de ses environs immédiats comportant à un minima les étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...) ; • une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ; • Des campagnes de mesures sur le terrain (sur site et hors site), visant à déterminer la nature et la teneur en polluants dans les milieux et l'extension des zones impactées, complété en tant que de besoin par des modélisations. La société AALBERTS (ex DEC) proposera dans un document intermédiaire un programme d'investigations complémentaires à réaliser. Ce document précisera et justifiera notamment le nombre et les caractéristiques (profondeur, nappe captée, localisation,...) des nouveaux piézomètres à mettre en place et des prélèvements de sol, le cas échéant. <p>Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : Le rapport de diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 4 mois à compter de la notification de l'arrêté Préfectoral du 07/03/2023.
Observations : L'exploitant indique que le rapport de diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats est en cours de finalisation et qu'il sera transmis à l'inspection des installations classées courant septembre 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Volume annuel prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Volume annuel prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Sans objet.
Observations : L'exploitant a présenté ses chiffres de prélèvement annuel, sur l'année 2022, il a été de 32 917 m3 à partir du forage et de 24 413 m3 à partir du réseau AEP, soit un total de prélèvement en eau de 57 330 m3 sur l'année 2022. L'arrêté ministériel du 30/06/2023 est applicable à l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Exemption par réduction antérieure du prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3-2°
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 2o Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018;</p>
<p>Constats : L'exploitant transmettra les éléments justifiant de son prélèvement en eau sur les années 2018 et 2022 (notamment facture AEP et redevance agence de l'eau).</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté ses chiffres de prélèvement en eau. Ils sont de 57 330 m3 pour l'année 2022, alors que son prélèvement sur l'année 2018 était de 87 293 m3 (57 265 m3 issu du forage et 30 028 m3 issu du réseau AEP), ce qui représente une réduction de prélèvement de 34% depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>Sur cette même période le chiffre d'affaires a été en augmentation ; cette réduction de prélèvement n'est pas liée à une baisse d'activité mais bien à des actions de réduction des prélèvements.</p> <p>L'exploitant a indiqué que pour atteindre cette réduction de prélèvement il a mis en oeuvre les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - amélioration des rinçages, - surveillance des débits sur chaîne, - amélioration sur le suivi des bains. <p>Il a également indiqué qu'il a un projet d'installation de débitmètre au niveau de chaque chaîne de traitement. Les études en amont pour définir le débit nécessaire de chaque chaîne sont en cours et l'aboutissement de ce projet est prévu au 1er semestre 2024.</p> <p>Par ailleurs, le projet de réutilisation des eaux de process est toujours en cours. Les essais sur différents types de filtre sont en cours car l'exploitant fait face à des problèmes de colmatage des filtres.</p> <p>L'exploitant transmettra les éléments justifiant de son prélèvement en eau sur les années 2018 et 2022 (notamment facture AEP et redevance agence de l'eau).</p> <p>L'exploitant a réduit son prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, il est donc exempté de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2007, article 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dépôts soient en état constant de propreté • les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet • les déchets conditionnés en emballages ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs et soient stockés dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. • En particulier, les aires d'entreposage provisoire de déchets dangereux sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<p>Constats : Des GRV stockés dans la zone tampon de stockage des déchets présentent un risque de pollution (contenant ouvert et non placés sur une rétention).</p>
<p>Observations : Lors de la visite du site il a été constaté la présence d'un GRV coupé sur la hauteur (cf photo en annexe) dans lequel est stocké un produit liquide noir avec une croûte en surface, dans la zone tampon de stockage des déchets.</p> <p>Le produit stocké est identifié comme un rinçage mort groupe chrome, en date du 30/11/2022, mais l'exploitant n'a pas été en mesure d'assurer que l'identification correspondait bien au produit stocké.</p> <p>Ce stockage présente un risque de pollution dans la mesure où il n'est pas stocké sur rétention et où le GRV est ouvert et donc peut recevoir les eaux météoriques.</p> <p>De plus, à côté de ce GRV, trois GRV contenant des déchets liquides de produit de décapage chromodrique cuivreux sont stockés sans rétention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet